



1 janvier – 30 juin 2020

États financiers intermédiaires
résumés de Titan Cement Group

Index

Déclarations des personnes responsables.....	2
Rétrospective financière.....	3
Rapport sur l'examen des informations financières intermédiaires.....	8
États financiers intermédiaires résumés.....	9
Notes aux états financiers intermédiaires résumés.....	15

Les États financiers intermédiaires résumés présentés aux pages 9 à 29 ont été approuvés par le Conseil d'administration du 29 juillet 2020.

Le Président du Conseil d'Administration

Efstratios - Georgios (Takis) Arapoglou

Directeur général et CFO du groupe

Michael Colakides

CFO de la société mère

Grigorios Dikaios

**Le Directeur de la consolidation
financière**

Athanasios Danas

Déclarations des personnes responsables

Nous déclarons que, au mieux de notre connaissance et en notre conviction:

- a) Les états financiers résumés relatifs au semestre écoulé ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telle qu'adoptées par l'Union Européenne et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'entité déclarante et des entités incluses dans la consolidation ; et
- b) Le rapport de gestion ci-joint présente une image fidèle des événements matériels survenus au cours des six premiers mois de l'exercice, de leur impact sur les états financiers, des opérations importantes avec des parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes des six mois restants de l'année.

Président du Conseil d'Administration

Efstratios - Georgios (Takis) Arapoglou

Directeur général et CFO du groupe

Michael Colakides

Rétrospective financière

Rétrospective du premier semestre 2020

Le Groupe TITAN a réussi à dégager un chiffre d'affaires stable et à accroître sa rentabilité au premier semestre 2020, dans un contexte difficile engendré par la pandémie du COVID-19. La réaction du Groupe face à l'évolution des conditions du marché, la redéfinition des priorités et l'implémentation d'une stratégie ciblée, ont contribué de manière décisive à l'atteinte de cette performance positive. Ces résultats n'ont été possibles que grâce aux efforts collectifs de la direction et des employés, au sein d'un effort soutenu et commun pour protéger la vie et les moyens de subsistance des employés du Groupe et de leurs familles, des partenaires commerciaux, des clients et des communautés locales.

En dehors de la baisse soudaine de l'activité observée dès la mise en place des mesures de confinement en mars et avril, les ventes se sont nettement redressées sur la plupart des marchés en mai et juin. La construction a été considérée comme une activité essentielle sur tous les marchés où le Groupe est actif, et la totalité des usines de ciment ont continué à fonctionner et à satisfaire la demande des marchés locaux. Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au premier semestre 2020 s'est élevé à 786,3 millions d'euros, un niveau quasiment identique (+0,1%) à celui atteint pendant la même période l'année précédente.

Des réductions de coûts ciblées, la baisse des prix des combustibles solides et, de manière globale, la bonne tenue des prix sur nos marchés se sont traduites par un accroissement important des marges opérationnelles au cours des six premiers mois de l'année. Le résultat avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA) a progressé de 12% pour atteindre 136,8 millions d'euros, tandis que la marge d'EBITDA du Groupe s'est établie à 17,4%, contre 15,6% au premier semestre 2019. Le résultat net après impôts et intérêts des minoritaires (NPAT) a pour sa part augmenté de 9 millions d'euros, à 22,4 millions d'euros.

Rétrospective du premier semestre 2020 par région

Titan America a maintenu sa trajectoire positive au premier semestre, les opérations se poursuivant sans interruption malgré un ralentissement modéré de la demande au deuxième trimestre. Notre terminal d'importation Essex, qui approvisionne la région métropolitaine de New York a été le plus affecté par les conséquences des mesures de confinement en avril. Sur la période mai-juin, les volumes sur nos marchés américains ont été renforcés par la demande accumulée des derniers mois, pour atteindre des niveaux solides en juin.

La rentabilité et les marges opérationnelles se sont également améliorées grâce à une gestion ciblée des coûts et à une baisse des prix des carburants. En accord avec ses objectifs à long terme de réduire son empreinte carbone, TITAN a investi dans la conversion des combustibles solides au gaz naturel pour le processus de production de ses cimenteries. L'usine de Roanoke en Virginie fonctionne actuellement au gaz à hauteur de 90% environ, tandis que l'usine de Pennsuco en Floride est également proche à obtenir cette flexibilité.

Sur les six premiers mois de l'année, le chiffre d'affaire aux États-Unis s'est élevé à 475,5 millions d'euros, enregistrant une hausse de 0,8%. L'EBITDA a atteint 87,1 millions d'euros, eu croissance de 3,5%, tandis que la marge d'EBITDA s'est aussi améliorée en atteignant 18,3%.

En Grèce, l'année a mieux démarré qu'en 2019, avant d'être brutalement impactée suite à l'apparition de la pandémie et les mesures de confinement imposées à mi-mars. La demande a toutefois rebondi en mai et en juin. Dans l'ensemble, le marché domestique s'est maintenu au premier semestre à des niveaux similaires à ceux de l'année précédente, essentiellement grâce aux projets déjà entamés avant l'accélération de la pandémie, ainsi qu'à une demande robuste provenant de projets privés de construction. La baisse des prix des carburants a eu un impact positif sur la rentabilité. Au contrepoids, la Grèce est le seul pays parmi nos régions d'opération à subir des coûts

d'électricité plus élevés au cours de l'année actuelle. Les exportations déjà prévues à des niveaux inférieurs à 2019 en raison du nouvel ETS, ont été encore plus restreintes pendant le confinement du fait de la réduction du commerce international et des mesures de confinement imposées dans les pays à destination des exportations du Groupe. Les volumes d'exportation se sont toutefois redressés vers la fin de la période.

Le chiffre d'affaires consolidé pour la région Grèce et Europe occidentale sur le premier semestre a atteint 113,7 millions d'euros, enregistrant une baisse de 7,8%, et l'EBITDA a atteint à 8,2 millions d'euros, soit un recul de 16,4%.

En Europe du Sud-Est, la demande a rebondi en mai et juin dans le sillage de l'assouplissement des mesures de confinement strictes, soutenue par les tendances sous-jacentes solides de la région de l'Europe du Sud-Est. En outre, les effets préalables et postérieurs des élections organisées dans certains pays de la région ont servi à soutenir la demande. Le niveau du chiffre d'affaires reflète la baisse des volumes conjuguée à la résilience des prix. La rentabilité, a quant à elle, bénéficié de la diminution significative des prix des carburants et de l'énergie, ainsi que d'une baisse efficace des coûts.

Dans l'Europe du Sud-Est, le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 3,9% au premier semestre 2020 à 115,9 millions d'euros, tandis que la combinaison d'un environnement tarifaire favorable et la baisse du coût des combustibles solides se sont traduites par une progression de 19,0% de l'EBITDA par rapport au premier semestre 2019, pour s'établir à 39,1 millions d'euros.

En Égypte, après avoir enregistré un taux de croissance dynamique de 4,4 % au premier trimestre, la demande a fortement diminué au deuxième trimestre avec l'apparition de la pandémie, ce qui a pesé sur l'activité et s'est traduit par une compression de -3,3% de la consommation totale de ciment au premier semestre par rapport au premier semestre 2019. Les tendances sous-jacentes et les difficultés structurelles du marché demeurent inchangées. Les prix sont restés faibles dans un contexte d'offre excédentaire, bien que les fondamentaux à long terme du marché soient en place, comme en témoignent les chantiers d'infrastructure en cours dans tout le pays, et la demande de construction de logements.

La Turquie a également connu un début d'année relativement solide avant de subir les répercussions de la pandémie et des mesures de confinement. La construction sur nos marchés locaux n'a pratiquement pas été affectée. La demande est soutenue par les travaux publics, tandis que le gouvernement tente activement de stimuler également l'activité de construction de logements, par l'octroi de prêts à termes favorables concernant le taux d'intérêt et la durée de remboursement pour certains types de constructions résidentielles. La filiale du Groupe en Turquie, Adocim, poursuit activement une stratégie d'exportation réussie.

Le total du chiffre d'affaires en Méditerranée orientale s'est renforcé de 16,4% au premier semestre, tandis que la rentabilité opérationnelle est devenue positive alors qu'elle était négative au premier semestre 2019, de telle sorte que l'EBITDA a atteint 2,3 millions d'euros au premier semestre 2020.

Au Brésil, le marché a connu un début d'année favorable avec une augmentation des volumes de ventes, suivie d'un ralentissement dû à des mesures de confinement strictes, avant un nouveau rebond des ventes en mai et juin. Le chiffre d'affaires en monnaie locale a augmenté, tandis que la baisse des coûts des carburants a également eu pour effet l'amélioration de rentabilité de notre co-entreprise Apodi au cours du premier semestre. Enregistré en €, le chiffre d'affaires et l'EBITDA ont diminué en raison de la dévaluation du BRL.

Financement et investissements

Le flux de trésorerie d'exploitation du Groupe au premier semestre 2020 a atteint 69,0 millions d'euros, en hausse de 14,9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Les flux de trésorerie générés ont en effet profité

de la progression des niveaux d'EBITDA, de la compression des dépenses d'investissement et du caractère contenu des besoins en fonds de roulement.

Les dépenses d'investissement du Groupe au premier semestre 2020 se sont établies à 40,5 millions d'euros, contre 53,3 millions d'euros au premier semestre 2019.

La dette nette du Groupe à la fin du premier semestre 2020 s'élevait à 807,9 millions d'euros, en repli de 27,8 millions d'euros par rapport à fin 2019, avec des soldes de trésorerie élevés à 240 millions d'euros.

Le 19 mars 2020, le Conseil d'administration a lancé le programme de rachat d'actions visant à acquérir jusqu'à un million d'actions de TCI pour un montant maximum de 10 millions d'euros. Au cours de la période du 20 mars 2020 au 4 juin 2020, le Groupe a acquis de 786 278 actions, d'une valeur totale de 8 811 922 euros. Au 30 juin 2020, le Groupe possédait au total 5 555 674 actions propres représentant 6,74% du capital-actions de TCI.

Événements postérieurs au bilan

Le Groupe a profité du contexte actuel de baisse des taux d'intérêt pour réduire ses charges financières et prolonger les échéances de sa dette. Le 29 juin 2020, Titan Global Finance Plc (TGF), la filiale financière du Groupe, a lancé un appel d'offres public pour racheter toutes les obligations en circulation à leurs détenteurs actuels dans le cadre de l'émission de 300 millions d'euros d'obligations arrivant à échéance en 2021. A la même date, TGF a annoncé le lancement d'une nouvelle émission d'obligations de 250 millions d'euros.

Le 2 juillet, TGF a annoncé la finalisation de l'offre de 250 millions d'euros d'obligations d'échéance 2027, avec un coupon de 2,75%, garanties par Titan Cement International S.A. et Titan Cement Company S.A.

Le produit de l'émission obligataire a servi à acheter les obligations d'échéance 2021 concernées par l'appel d'offres pour un montant en capital total de 109 342 000 euros et à financer les besoins généraux de l'entreprise, dont le remboursement de la dette bancaire.

Analyse de risque COVID-19

À partir de décembre 2019, une nouvelle variante du coronavirus (« COVID-19 ») s'est propagée rapidement dans le monde entier, y compris aux États-Unis, en Europe et dans le sud-est de la Méditerranée, touchant les pays dans lesquels le Groupe est actif. Dès le début de la pandémie de COVID-19, la priorité du Groupe a été de protéger ses employés et leurs familles, ainsi que ses partenaires commerciaux, ses clients et ses communautés locales, en particulier les plus rurales et les plus éloignées des autorités et des soins publics.

La pandémie de COVID-19 et les mesures prises par les gouvernements du monde entier pour freiner la propagation du virus ont engendré une grande incertitude sur les marchés sur lesquels le Groupe est actif. Dans ce contexte, le Groupe a pris des mesures pour anticiper les évolutions, notamment en améliorant sa position de liquidité à environ 500 millions d'euros (espèces en caisse et facilités de crédit bancaire engagées disponibles) au 30 juin 2020, en réexaminant son plan d'investissement et en suspendant des dépenses non essentielles. Il est également en train de réaliser des réductions importantes des coûts tout au long de l'année 2020. Par ailleurs, le Groupe a achevé avec succès l'offre de 250 millions d'euros de nouveaux billets arrivant à échéance en 2027, dont les produits ont été utilisés pour rembourser anticipativement l'émission de billets pour 300 millions d'euros arrivant à échéance en juin 2021 et d'autres dettes bancaires commerciales. Le Groupe suit la situation de près afin de continuer à s'adapter à l'évolution du marché.

Sur le premier semestre 2020, l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le groupe a été assez limité. L'activité de construction était considérée comme un service essentiel sur la plupart des marchés et toutes les cimenteries des implantations géographiques du Groupe sont restées en fonctionnement, en ajustant leur production de manière à satisfaire la demande de marché.

Pour l'avenir, le Groupe doit faire face à des risques liés à la pandémie de COVID-19 qui pourraient nuire au résultat d'exploitation du Groupe, à son activité ou à sa situation financière. La pandémie pourrait avoir un impact négatif sur l'activité du Groupe, par exemple en provoquant une forte baisse de la demande pour ses produits, en perturbant sa chaîne d'approvisionnement et sa production, en réduisant le taux d'utilisation d'une partie ou de toutes les installations du Groupe, en limitant la capacité de ses employés à travailler ou à voyager ou en modifiant considérablement les conditions économiques ou politiques sur les marchés sur lesquels le Groupe est actifs, y compris la volatilité des devises et des cours des matières premières.

Vu le caractère dynamique de cette épidémie (y compris son impact sur l'économie mondiale et les réactions des pouvoirs publics), l'importance de l'impact du COVID-19 sur l'activité, le résultat d'exploitation ou la situation financière du Groupe dépendra d'évolutions futures qui restent incertaines et qu'il est impossible de prédire avec précision à l'heure actuelle.

En résumé, les conséquences du COVID-19 n'ont pas d'impact matériel sur la situation financière du Groupe au 30.06.2020. La direction du Groupe conclut que, même si le COVID-19 risque d'avoir un impact plus important sur les opérations du Groupe au deuxième semestre 2020, cet impact pourra être absorbé et ne met pas en péril sa viabilité à long terme.

Perspectives 2020

Dans le contexte d'un nouveau cadre opérationnel mondial en vertu duquel les décisions politiques sont influencées par des facteurs et des considérations en constante évolution, les perspectives pour le reste de l'année sont elles-mêmes très dépendantes de la manière dont l'impact de la pandémie de COVID-19 se manifeste dans les différentes régions où le Group opère. Des facteurs impondérables, tels qu'une éventuelle « seconde vague » de la pandémie et ses conséquences, rendent difficile l'identification des tendances du marché. Les effets favorables de l'évolution des coûts d'énergie observés au premier semestre devraient se poursuivre jusqu'à la fin de l'année, renforcés par des pratiques ciblées de gestion efficace des coûts.

Dans ses prévisions estivales préliminaires, la Portland Cement Association (PCA) prévoit aux États-Unis, une baisse de la consommation de ciment de 3,8 % en 2020, suivie d'une reprise de 2,1 % de la croissance annuelle composée pour la période 2020-2025. La construction résidentielle reste un moteur essentiel de la demande, soutenue par les taux d'intérêt historiquement bas des prêts hypothécaires et le faible stock de logements. Titan America s'efforce de répondre au mieux aux besoins de ses clients et de gérer sa base de coûts avec souplesse, ce qui favorise la rentabilité des opérations. Il est important de noter qu'en cette année électorale, les deux partis du paysage politique sont conscients des besoins et ont dévoilé des plans axés sur la construction d'une infrastructure moderne et durable qui pourrait grandement profiter au secteur des matériaux de construction.

En Grèce, avec la réouverture de l'activité économique, plusieurs projets, déjà entamés avant le début de la pandémie, ont connu une accélération et devraient soutenir la demande jusqu'à la fin de l'année. L'impact important du lancement de grands projets, devrait être ressenti à partir de 2021. Les exportations, déjà relancées, devraient se poursuivre à des niveaux légèrement restreints pour le reste de l'année.

Les pays de l'Europe du Sud-Est ont fait preuve de robustesse jusqu'à présent, bénéficiant par ailleurs du cycle électoral dans la région. Quoique les économies locales seront très probablement affectées par la pandémie, elles

devraient également se redresser en 2021, ce qui devrait apporter du soutien à la construction tant publique que privée.

En Turquie et en Égypte, le secteur du ciment restera exposé aux difficultés macroéconomiques et structurelles des marchés locaux. Les initiatives prises par nos équipes à l'échelle locale visent à contenir les coûts et à atténuer les effets préjudiciables de la pandémie sur la demande.

Enfin au Brésil, bien que les fondamentaux à long terme qui stimulent la demande demeurent solides, les difficultés posées à court terme par la crise du COVID-19 seront, là encore, déterminantes pour l'évolution du marché.



Titan International SA
Rue de la Loi 23, bte 4, 7ième étage
1040 BRUXELLES

A l'attention du Conseil d'Administration

**RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR L'EXAMEN LIMITE DE L'INFORMATION
FINANCIERE CONSOLIDEE RESUMEE POUR LA PERIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020**

Introduction

Nous avons procédé à l'examen limité de l'information financière consolidée résumée ci-jointe, comprenant l'état intermédiaire résumé de la situation financière de Titan Cement International SA et de ses filiales au 30 juin 2020, le compte de résultat intermédiaire résumé et l'état intermédiaire résumé du résultat global et le tableau de l'état intermédiaire résumé des variations des capitaux propres et les tableaux intermédiaires résumés des flux de trésorerie y relatifs pour la période de six mois close à cette date, ainsi que les notes explicatives. L'établissement et la présentation de cette information financière consolidée résumée conformément à la norme IAS 34, telle qu'adoptée par l'Union européenne, relèvent de la responsabilité du conseil d'administration. Notre responsabilité consiste à émettre une conclusion sur cette information financière consolidée résumée sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme internationale ISRE 2410 « Examen limité d'information financière intermédiaire mise en œuvre par l'auditeur indépendant de l'entité ». Notre examen a consisté à la demande de renseignements, principalement auprès des responsables financiers et comptables, et à la mise en œuvre de procédures d'analyse et d'autres procédures d'examen limité. La portée de notre examen limité était considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit et, en conséquence, ne nous a pas permis d'obtenir l'assurance d'avoir pris connaissance de tous les éléments significatifs qu'un audit aurait permis d'identifier. Nous n'exprimons donc pas une opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, aucun fait n'a été porté à notre connaissance nous laissant à penser que l'information financière consolidée résumée ci-jointe n'a pas été établie, à tous égards importants, conformément à la norme IAS 34, telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Sint-Stevens-Woluwe, le 29 juillet 2020

Le commissaire
PwC Reviseurs d'Entreprises SRL
Représenté par

Marc Daelman
Réviseur d'Entreprises

Compte de résultat intermédiaire résumé

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

		Pour le semestre clos le 30/6	
		2020	2019
	<i>Notes</i>		
Produits	5	786 285	785 439
Coût des ventes		-640 930	-650 387
Marge brute		145 355	135 052
Autres produits d'exploitation		5 935	5 693
Frais administratifs		-67 741	-68 926
Frais de vente et de commercialisation		-12 124	-12 687
Perte de valeur nette sur actifs financiers		-1 257	-650
Autres charges d'exploitation		-3 824	-4 146
Bénéfice d'exploitation		66 344	54 336
Produits financiers		336	1 063
Charges financières		-32 457	-32 417
Moins-value découlant des écarts de change		-4 057	-4 963
Part de la perte des entreprises associées et co-entreprises	11	-1 785	-1 773
Bénéfice avant impôts		28 381	16 246
Charge d'impôt sur le revenu	7	-6 337	-3 108
Bénéfice après impôts		22 044	13 138
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		22 411	13 339
Intérêts minoritaires		-367	-201
		22 044	13 138
Résultat non dilué par action (en €)		0,2897	0,1671
Résultat dilué par action (en €)		0,2884	0,1650

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

État intermédiaire résumé du résultat global

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Notes	Pour le semestre clos le 30/6	
		2020	2019
Bénéfice après impôts		22 044	13 138
Autres éléments du résultat global :			
Éléments pouvant être reclassés dans le compte de résultat			
Écarts de change résultant de la conversion d'opérations étrangères	14	-47 907	4 799
Écart de conversion sur les transactions désignées comme faisant partie de l'investissement net dans une opération étrangère		-555	6 166
Impôts relatifs à ces éléments	7	125	-1 387
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôts		-48 337	9 578
Résultat global total pour la période, net d'impôts		-26 293	22 716
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		-22 608	22 686
Intérêts minoritaires		-3 685	30
		-26 293	22 716

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

État intermédiaire résumé de la situation financière

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

		30/6/2020	31/12/2019
Actif	<i>Notes</i>		
Immobilisations corporelles	8	1 649 025	1 699 078
Immeubles de placement		11 590	11 628
Goodwill	9	339 906	344 523
Immobilisations incorporelles	10	78 794	80 817
Investissements dans des entreprises associées et co-entreprises	11	84 239	113 858
Créances résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés	12	14 880	12 937
Autres actifs non courants	17	14 193	15 436
Actifs d'impôt différé	7	26 392	13 939
Total actif non courant		2 219 019	2 292 216
Stocks		284 439	283 519
Créances et charges constatées d'avance	18	206 127	186 565
Créance d'impôt		3 695	5 657
Instruments financiers dérivés	12	6 061	1 245
Créances résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés	12	3 248	3 829
Trésorerie et équivalents de trésorerie		240 339	90 388
Total actif courant		743 909	571 203
Total Actif		2 962 928	2 863 419
Capitaux propres et passif			
Capitaux propres et réserves attribuables aux propriétaires de la société mère		1 339 269	1 375 165
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		27 797	34 626
Total capitaux propres (a)		1 367 066	1 409 791
Emprunts à long terme	12	588 664	776 694
Dettes d'obligation locative à long terme		44 726	46 126
Instruments financiers dérivés	12	14 880	11 084
Passif d'impôt différé	7	99 272	96 319
Obligations au titre des prestations de retraite		33 620	35 268
Provisions		34 243	31 587
Autres passifs non courants		56 588	55 062
Total passif non courant		871 993	1 052 140
Emprunts à court terme	12	398 303	86 277
Intérêts à payer		3 578	3 863
Dettes d'obligation locative à court terme		16 575	17 030
Instruments financiers dérivés	12	4 503	2 692
Dettes résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés	12	5 507	1 092
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		275 505	265 519
Passifs sur contrat courants		11 261	13 580
Impôt à payer		2 666	3 251
Provisions		5 971	8 184
Total passif courant		723 869	401 488
Total passif (b)		1 595 862	1 453 628
Total capitaux propres et passif (a+b)		2 962 928	2 863 419

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

Tableau de l'état intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

Attribuable aux actionnaires de la société mère

	Actions ordinaires	Prime d'émission	Actions préférentielles	Options sur actions	Actions propres ordinaires	Actions propres préférentielles	Autres réserves (note 14)	Résultats reportés	Total	Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	Total capitaux propres
Solde au 1er janvier 2019	265 869	22 826	26 113	3 742	-109 930	-2 954	738 487	449 980	1 394 133	77 157	1 471 290
Changements des méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-4 448	-4 448	-	-4 448
Solde retraité au 1er janvier 2019	265 869	22 826	26 113	3 742	-109 930	-2 954	738 487	445 532	1 389 685	77 157	1 466 842
Bénéfice de la période	-	-	-	-	-	-	-	13 339	13 339	-201	13 138
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	9 347	-	9 347	231	9 578
Total résultat global de la période	-	-	-	-	-	-	9 347	13 339	22 686	30	22 716
Dividendes distribués (note 15)	-	-	-	-	-	-	-	-12 695	-12 695	-979	-13 674
Actions propres achetées (note 13)	-	-	-	-	-5 589	-106	-	-	-5 695	-	-5 695
Coûts de l'augmentation du capital-actions au niveau des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-1 260	-1 260	-	-1 260
Vente - cession d'actions propres pour le plan d'options	-	-	-	-	1 595	-	-	-954	641	-	641
Participation des intérêts minoritaires à l'augmentation du capital-actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 330	1 330
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-	-	-	-	-	-	-44	-44	-23	-67
Comptabilisation de l'option de vente d'une participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-	-	-	-	-	-131	-	-131	-375	-506
Opérations de paiement fondées sur les actions	-	-	-	845	-	-	-	-	845	-	845
Transfert entre réserves	-	-	-	-652	-	-	3 399	-2 747	-	-	-
Solde au 30 juin 2019	265 869	22 826	26 113	3 935	-113 924	-3 060	751 102	441 171	1 394 032	77 140	1 471 172

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

Tableau de l'état intermédiaire résumé des variations des capitaux propres (suite)

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Attribuable aux actionnaires de la société mère						Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	Total capitaux propres	
	Actions ordinaires	Prime d'émission	Options sur actions	Actions propres ordinaires	Autres réserves (note 14)	Résultats reportés			Total
Solde au 31 décembre 2019	1 159 348	5 974	4 904	-117 139	-106 947	429 025	1 375 165	34 626	1 409 791
Bénéfice de la période	-	-	-	-	-	22 411	22 411	-367	22 044
Perte après impôts	-	-	-	-	-45 019	-	-45 019	-3 318	-48 337
Total résultat global de la période	-	-	-	-	-45 019	22 411	-22 608	-3 685	-26 293
Impôts différés sur les actions propres détenues par la filiale	-	-	-	-	9 299	-	9 299	-	9 299
Distribution of reserves	-	-	-	-	-15 414	-	-15 414	-	-15 414
Dividendes distribués	-	-	-	-	-	-	-	-1 318	-1 318
Achat d'actions propres (note 13)	-	-	-	-8 816	-	-	-8 816	-	-8 816
Vente - cession d'actions propres pour le plan d'options	-	-	-	818	-	-471	347	-	347
Opérations de paiement fondées sur les actions	-	-	925	-	-	-	925	-	925
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-	-	-	852	-481	371	-1 826	-1 455
Transfert entre réserves	-	-	-1 067	-	-2 569	3 636	-	-	-
Solde au 30 juin 2020	1 159 348	5 974	4 762	-125 137	-159 798	454 120	1 339 269	27 797	1 367 066

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

Tableaux intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Notes	Pour le semestre clos le 30/6	
		2020	2019
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation			
Bénéfice après impôts		22 044	13 138
Dépréciation et amortissement des actifs	8,10	70 448	67 843
Intérêts et charges assimilées		31 479	30 805
Provisions		3 693	1 962
Autres éléments hors trésorerie		13 340	11 408
Impôt payé		-2 144	-4 915
Variations du fonds de roulement		-31 535	-18 089
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation (a)		107 325	102 152
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Paiements au titre des immobilisations corporelles	8	-39 833	-48 630
Paiements au titre des immobilisations incorporelles	10	-685	-4 648
Paiements au titre d'une augmentation du capital-actions des entreprises associées et co-entreprises		-355	-
Produit de la vente d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'immeubles de placement	8	187	1 807
Produit des dividendes		646	891
Intérêts reçus		336	1 049
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement (b)		-39 704	-49 531
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Produit de la participation des intérêts minoritaires à l'augmentation du capital-actions d'une filiale		-	1 330
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		-1 455	-67
Paiements résultant de diminutions du capital-actions		-	-1 262
Dividendes versés		-239	-12 873
Paiements liés aux rachats d'actions		-8 816	-5 695
Produit de la vente d'actions propres		347	641
Produit des subventions publiques		-	98
Intérêts et autres charges connexes payés		-24 271	-28 224
Principaux éléments des paiements liés aux contrats de location		-7 896	-7 546
Produits des emprunts et des instruments financiers dérivés		171 736	158 900
Paiements des emprunts et des instruments financiers dérivés		-46 283	-106 821
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement (c)		83 123	-1 519
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (a)+(b)+(c)		150 744	51 102
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		90 388	171 000
Effets des variations des taux de change		-793	1 968
Trésorerie et équivalents de trésorerie au terme de la période		240 339	224 070

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

Contenu des notes aux états financiers intermédiaires résumés

1. Informations générales	16
2. Base d'établissement et résumé des principales méthodes comptables	16
3. Estimations	19
4. Caractère saisonnier des opérations	19
5. Information sectorielle	20
6. Nombre d'employés	20
7. Impôts sur les résultats	21
8. Immobilisations corporelles	21
9. Goodwill	22
10. Immobilisations incorporelles	23
11. Investissements dans des entreprises associées et co-entreprises	23
12. Instruments financiers et évaluation de la juste valeur	23
13. Capital-actions et prime	25
14. Autres réserves	26
15. Dividendes et rendement du capital	27
16. Imprévus et engagements	27
17. Autres actifs non courants	28
18. Créances et acomptes versés	28
19. Événements postérieurs à la période de référence	28
20. Conséquences de la pandémie de Covid-19	28
21. Principaux taux de change	29

1. Informations générales

TITAN Cement International S.A. (la Société ou TCI) est une société anonyme de droit belge. La société est enregistrée sous le numéro 0699.936.657 et son siège social est sis 23 rue de la Loi, 7e étage, bte 4, 1040 Bruxelles, Belgique, tandis qu'un établissement d'affaires a été implanté en République de Chypre, à l'adresse suivante : Arch. Makariou III, 2-4 Capital Center, 9th floor, 1065, Nicosi, Chypre. Les actions de la Société sont négociées sur Euronext Bruxelles avec une cotation parallèle à la Bourse d'Athènes et à Euronext Paris.

La Société et ses filiales (ensemble dénommées « le Groupe ») sont actives dans la production, le commerce et la distribution d'une large gamme de matériaux de construction, y compris le ciment, le béton, les agrégats, les blocs de ciment, les mortiers secs et les cendres volantes. Le Groupe exerce principalement son activité en Grèce, dans les Balkans, en Égypte, en Turquie, aux États-Unis et au Brésil.

Le 16 avril 2019, TCI a soumis aux actionnaires de Titan Cement Company S.A. (Titan S.A.), l'ancienne société mère du Groupe, une offre volontaire d'échange de la totalité des actions ordinaires et préférentielles émises par Titan S.A. contre de nouvelles actions de TCI. Enfin, le 19 août 2019, la Société a acquis 100 % des actions ordinaires et préférentielles de Titan S.A.

Cette transaction constitue une réorganisation du Groupe qui ne modifie pas la substance du reporting du Groupe. Les états financiers consolidés de TCI ont été présentés sur la base des valeurs provenant des états financiers consolidés de Titan S.A. La structure des capitaux propres du Groupe reflétait le capital action et la prime d'émission de TCI, tandis que les autres montants figurant dans les capitaux propres du Groupe étaient ceux des états financiers consolidés de Titan S.A.

Les présents états financiers intermédiaires résumés (les états financiers) ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 29 juillet 2020.

2. Base d'établissement et résumé des principales méthodes comptables

Les présents états financiers pour le semestre clos le 30 juin 2020 ont été préparés par la direction conformément à la norme comptable internationale (IAS) 34 « Information financière intermédiaire ».

Les états financiers n'incluent pas toutes les informations et divulgations requises dans les états financiers annuels, et doivent être lus conjointement aux états financiers annuels du Groupe au 31 décembre 2019.

Des notes explicatives sélectionnées sont toutefois incluses pour expliquer les événements et les transactions présentant un intérêt pour la compréhension des variations de la situation financière et des performances du Groupe par rapport aux derniers états financiers annuels.

Les méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers intermédiaires résumés sont cohérentes avec celles suivies pour la préparation des états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, à l'exception des normes, amendements et/ou interprétations nouveaux ou révisés obligatoires pour les périodes débutant le 1er janvier 2020 ou à une date ultérieure.

Les amendements aux normes suivantes sont d'application obligatoire pour la première fois à partir de l'exercice comptable débutant au 1er janvier 2020 et ont été adoptés par l'Union européenne:

- Modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS (entrée en vigueur le 1er janvier 2020). Le cadre conceptuel révisé comprend un nouveau chapitre sur la mesure (évaluation des actifs); des orientations concernant la communication de la performance financière; des définitions et des orientations améliorées - en particulier la définition d'un passif; et des clarifications dans des domaines importants, tels que les rôles de Stewardship (la gestion de la direction), ainsi que les notions de prudence et d'incertitude d'évaluation dans l'information financière.

- Amendements à IAS 1 et IAS 8 : modification de la définition du terme « significatif » (entrée en vigueur le 1er janvier 2020). Les modifications clarifient la définition de « significatif » et garantissent que la définition est uniforme dans toutes les normes IFRS. Les amendements précisent que la référence à la dissimulation d'informations vise des situations dans lesquelles l'effet est similaire à l'omission ou à la déclaration erronée de ces informations. Ils indiquent également qu'une entité doit évaluer la matérialité par rapport aux états financiers dans leur ensemble. Les amendements clarifient aussi le sens du terme "principaux utilisateurs des états financiers à usage général" qui sont les destinataires de ces états financiers, en les définissant comme des "investisseurs, prêteurs et autres créanciers existants et potentiels" qui doivent s'appuyer sur les états financiers pour avoir accès à l'information financière dont ils ont besoin. Les modifications ne devraient pas avoir d'impact significatif sur la préparation des états financiers.
- Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7: Réforme de la référence des taux d'intérêt (entrée en vigueur le 1er janvier 2020). Les modifications exigent des informations qualitatives et quantitatives pour permettre aux utilisateurs des états financiers de comprendre comment les relations de couverture d'une entité sont affectées par l'incertitude résultant de la réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt.
- Amendements à la norme IFRS 3, « Regroupements d'entreprises », révisant la définition d'une entreprise (entrée en vigueur le 1er janvier 2020). La définition fournit un guide d'application permettant d'évaluer la présence d'une entrée (input) et d'un processus (y compris pour les entreprises en démarrage n'ayant pas généré de produits). Pour être une entreprise sans finalité (output), il sera maintenant nécessaire d'avoir une force de travail organisée. Les modifications apportées à la définition d'une entreprise entraîneront probablement un plus grand nombre d'acquisitions comptabilisées comme des acquisitions d'actifs dans tous les secteurs, notamment l'immobilier, les produits pharmaceutiques, ainsi que le pétrole et le gaz. L'application des modifications affecte également la comptabilisation des transactions de cession.

Le Groupe n'a eu aucun impact ou un impact non significatif de l'adoption de l'amendement de normes susmentionnées.

Les nouvelles normes et amendements aux normes suivantes ont été publiés mais ne sont pas encore obligatoires pour les exercices comptables débutant au 1er janvier 2020 et ne sont pas encore adoptés par l'Union européenne:

- Amendements à la norme IAS 1, « Présentation des états financiers : classification des passifs comme courant ou non-courant » (entrée en vigueur le 1er janvier 2022). Ces amendements n'affectent que la présentation des passifs dans l'état de la situation financière - et non le montant ou le moment de la comptabilisation d'un actif, des produits ou des charges du passif ou les informations que les entités divulguent à propos de ces éléments. Ils:
 - Clarifient que la classification des passifs comme courants ou non courants doit être basée sur les droits qui existent à la fin de la période de reporting et alignent le libellé dans tous les paragraphes concernés pour faire référence au "droit" de différer le règlement d'ici à douze mois au moins et préciser que seuls les droits en vigueur "à la fin de la période de référence" devraient affecter le classement d'un passif;
 - Précisent que le classement n'est pas affecté par les attentes quant à savoir si une entité exercera son droit de différer le règlement d'un passif; et précisez que le règlement fait référence au transfert à la contrepartie d'espèces, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou services.
- IFRS 17, 'Contrats d'assurance' (date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2023). Cette norme remplace IFRS 4, qui donne lieu à une multitude d'approches comptables différentes en matière de contrats d'assurance.

IFRS 17 changera fondamentalement la comptabilisation pour toutes les entités qui émettent des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec un élément de participation discrétionnaire.

- Amendements aux normes IFRS 3 'Regroupements d'entreprises'; IAS 16 'Immobilisations corporelles'; IAS 37 'Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels' ainsi que les améliorations annuelles (entrée en vigueur le 01/01/2022). Le groupe d'amendements comprend des modifications de portée limitée à trois normes ainsi que les améliorations annuelles aux IFRS, qui sont des changements qui clarifient le texte ou corrigent des conséquences mineures, des oublis ou des conflits entre les exigences des normes.
 - Les amendements à IFRS 3 'Regroupements d'entreprises' mettent à jour une référence dans IFRS 3 au Cadre conceptuel pour l'information financière sans changer les exigences comptables pour les regroupements d'entreprises.
 - Les modifications d'IAS 16 'Immobilisations corporelles' interdisent à une entreprise de déduire du coût des immobilisations corporelles les montants reçus de la vente d'articles produits pendant qu'elle prépare l'actif en vue de son utilisation prévue. Au lieu de cela, une entreprise doit comptabiliser ce produit de vente et le coût connexe dans le résultat.
 - Les amendements à IAS 37 'Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels' précisent quels coûts une société inclut lorsqu'elle évalue si un contrat sera onéreux.
 - Des améliorations annuelles apportent des modifications mineures à IFRS 1 'Première adoption des IFRS', IFRS 9 'Instruments financiers', IAS 41 'Agriculture' et les exemples illustratifs qui accompagnent IFRS 16 'Contrats de location'.
- Amendements à la norme IFRS 16 'Contrats de location' liés au Covid 19 (entrée en vigueur le 01/06/2020). Si certaines conditions sont remplies, cette modification permettrait aux locataires de s'exempter d'évaluer si des concessions de loyer liées à Covid-19 sont des modifications de contrat. Au lieu de cela, les locataires qui appliquent cette exemption comptabilisent ces concessions de loyer comme s'il ne s'agissait pas de modifications de contrat.

Le Groupe évalue actuellement l'impact de l'adoption des normes susmentionnées et/ou de la modification des normes sur ses états financiers.

La norme suivante est d'application obligatoire depuis l'exercice comptable débutant au 1er janvier 2016 (cependant elle n'est pas encore adoptée par l'Union européenne). La Commission Européenne a décidé de ne pas lancer la procédure d'approbation de cette norme provisoire mais d'attendre la norme définitive.

- IFRS 14 'Comptes de report réglementaires' (date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2016). Cette norme permet aux entités qui adoptent les IFRS pour la première fois de continuer à appliquer les méthodes comptables conformes à leur référentiel antérieur en ce qui concerne la comptabilisation de la réglementation des tarifs. IFRS 14 permet aux nouveaux adoptants qui exercent des activités à tarifs réglementés, lorsqu'ils adoptent les normes IFRS, de continuer à reconnaître les montants comptabilisés en application des exigences de leur précédent référentiel comptable en matière de réglementation des tarifs, et plus précisément en ce qui concerne la reconnaissance, l'évaluation et la dépréciation des comptes de report réglementaires. Cependant, afin de permettre la comparabilité avec des entités qui appliquent déjà les IFRS et par conséquent ne reconnaissent pas de tels montants, la norme impose que l'effet des réglementations des tarifs soit présenté séparément.

3. Estimations

La préparation des états financiers intermédiaires résumés exige de la direction qu'elle procède à des jugements, des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes comptables et les montants déclarés des actifs et des passifs, et des produits et des charges. Il est possible que les données effectives diffèrent de ces estimations.

Dans le cadre de la préparation de ces états financiers intermédiaires résumés, les jugements significatifs portés par la direction dans l'application des méthodes comptables du Groupe ainsi que les principales sources d'incertitude des estimations ont été identiques aux jugements significatifs et sources d'incertitude appliqués aux états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

4. Caractère saisonnier des opérations

Le groupe est un fournisseur de ciment, de béton, d'agrégats et d'autres matériaux de construction. Dans les pays tempérés, comme en Europe et en Amérique du Nord, la demande de ce type de produits est saisonnière. Le Groupe enregistre par conséquent habituellement des produits et un bénéfice d'exploitation inférieurs au cours des premier et quatrième trimestres, lorsque l'hémisphère nord connaît des conditions météorologiques défavorables. Par contraste, les ventes et la rentabilité ont tendance à être plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres, car l'activité de construction est soutenue par des conditions météorologiques propices.

5. Information sectorielle

Le Groupe est structuré aux fins de la gestion des informations en cinq secteurs opérationnels : Grèce et Europe occidentale, Amérique du Nord, Europe du Sud-Est, Méditerranée orientale et Co-entreprises. Chaque secteur opérationnel est un groupe de pays. Le regroupement des pays est principalement fondé sur leur proximité géographique.

Chaque région est sous la houlette d'un directeur général régional (Chief Executive Officer, CEO) qui est membre du Comité Exécutif Groupe et rend compte au CEO du Groupe. Par ailleurs, le département Finances du Groupe est organisé par région pour un contrôle financier et un suivi des performances efficaces.

Aux fins de la prise des décisions, de l'allocation des ressources et de l'évaluation des performances, les résultats d'exploitation des unités commerciales sont surveillés séparément par la direction. Les performances des différents secteurs sont évaluées sur la base du résultat avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA). Le calcul de l'EBITDA intègre le résultat d'exploitation plus les amortissements et les dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et l'amortissement des subventions publiques.

Informations par secteur opérationnel

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

Période comprise entre le 01/01 et le 30/06	Grèce et Europe occidentale		Amérique du Nord		Europe du Sud-Est		Méditerranée orientale		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits bruts	147 958	162 428	475 532	471 884	115 940	120 705	81 097	69 669	820 527	824 686
Produits intersectoriels	-34 242	-39 138	-	-109	-	-	-	-	-34 242	-39 247
Produits provenant de clients externes	113 716	123 290	475 532	471 775	115 940	120 705	81 097	69 669	786 285	785 439
Résultat avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA)	8 245	9 861	87 118	84 174	39 100	32 852	2 329	-4 708	136 792	122 179
Dépréciation et amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	-10 876	-10 758	-37 137	-36 494	-12 428	-11 893	-10 007	-8 698	-70 448	-67 843
Bénéfice d'exploitation	-2 631	-898	49 981	47 680	26 672	20 960	-7 678	-13 406	66 344	54 336

ACTIF	Grèce et Europe occidentale		Amérique du Nord		Europe du Sud-Est		Méditerranée orientale		Total	
	30/6/2020	31/12/2019	30/6/2020	31/12/2019	30/6/2020	31/12/2019	30/6/2020	31/12/2019	30/6/2020	31/12/2019
Total actif des secteurs hors co-entreprises	632 143	534 564	1 156 587	1 106 234	492 284	483 419	605 600	634 204	2 886 614	2 758 421
Investissements dans des co-entreprises									76 314	104 998
Total actif									2 962 928	2 863 419

PASSIF	Grèce et Europe occidentale		Amérique du Nord		Europe du Sud-Est		Méditerranée orientale		Total	
	30/6/2020	31/12/2019	30/6/2020	31/12/2019	30/6/2020	31/12/2019	30/6/2020	31/12/2019	30/6/2020	31/12/2019
Total passif	420 980	378 306	692 765	663 746	152 038	94 115	330 079	317 461	1 595 862	1 453 628

Rapprochement du résultat

Les charges financières nettes et autres produits ou charges ne sont pas affectés à des secteurs individuels dans la mesure où les instruments sous-jacents sont gérés à l'échelle du Groupe.

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Pour le semestre clos le 30/6	
	2020	2019
Bénéfice d'exploitation	66 344	54 336
Charges financières nettes	-32 121	-31 354
Moins-value découlant des écarts de change	-4 057	-4 963
Part du profit des entreprises associées	306	998
Part de la perte des co-entreprises	-2 091	-2 771
Bénéfice avant impôts	28 381	16 246

6. Nombre d'employés

Le nombre moyen d'employés du Groupe pour la période considérée s'élevait à 5 372.

7. Impôts sur les résultats

Le Groupe calcule l'impôt sur les résultats de la période à l'aide du taux d'imposition qui serait applicable au résultat annuel total estimé. Les principales composantes de l'impôt dans le compte de résultat consolidé intermédiaire et l'état intermédiaire du résultat global sont les suivantes :

	Pour le semestre clos le 30/6	
	2020	2019
<i>(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)</i>		
Impôt sur les résultats courants - charge	-3 587	-3 184
Provision pour autres impôts	130	-27
Crédit/(charge) d'impôt différé	-2 880	103
Impôt sur les résultats comptabilisé dans le compte de résultat	-6 337	-3 108
Crédit/(charge) d'impôt sur les résultats comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	125	-1 387
Impôt sur les résultats total - (charge)	-6 212	-4 495

L'évolution du passif d'impôt différé net est analysée comme suit :

	2020	2019
<i>(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)</i>		
Solde d'ouverture au 01/01 *	82 380	84 245
Charges/(produits) fiscaux de la période comptabilisés dans le compte de résultat	2 880	-103
Impôts différés sur les actions propres détenues par la filiale (note 14)	-9 299	-
(Crédit)/charge d'impôt comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	-125	1 387
Écarts de change	-2 956	-740
Solde de clôture au 30/06	72 880	84 789

* Retraité au 01/01/2019 conformément à la norme IFRS 16 - ajustements de transition

Les impôts différés sont calculés dans leur intégralité à partir des écarts temporaires selon la méthode du report variable, en utilisant les principaux taux d'imposition en vigueur dans les pays dans lesquels les sociétés du Groupe exercent leurs activités.

8. Immobilisations corporelles

	Immobilisations corporelles (hors droits d'utilisation)	Droits d'utilisation	Total immobilisations corporelles
<i>(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)</i>			
Solde au 01/01/2020	1 641 594	57 484	1 699 078
Ajouts	33 791	6 042	39 833
Capitalisation des intérêts	279	-	279
Cessions (valeur comptable nette)	-217	-29	-246
Amortissement/dépréciation	-60 789	-7 414	-68 203
Transferts vers d'autres comptes	-174	-75	-249
Écarts de change	-21 392	-75	-21 467
Solde de clôture au 30/06/2020	1 593 092	55 933	1 649 025
Solde au 01/01/2019	1 635 441	12 451	1 647 892
Changements des méthodes comptables	-	53 528	53 528
Ajouts	47 041	1 589	48 630
Cessions (valeur nette comptable)	-1 066	-1 146	-2 212
Amortissement/dépréciation	-58 783	-7 155	-65 938
Transferts vers d'autres comptes	-148	-	-148
Écarts de change	12 325	569	12 894
Autres	875	45	920
Solde de clôture au 30/06/2019	1 635 685	59 881	1 695 566

8. Immobilisations corporelles (suite)

Des hypothèques ont été prises sur les immobilisations corporelles des filiales turques Adocim Cimento Beton Sanayi ve Ticaret A.S. et Adocim Marmara Cimento Beton Sanayi ve Ticaret A.S., pour des montants respectifs de 35,5 et 4,6 millions d'euros, afin de sécuriser des facilités de crédit bancaires. Au 30.6.2020, les montants utilisés dans le cadre de ces facilités de crédit s'élevaient respectivement à 4,8 et 1,05 millions d'euros.

Des actifs d'une valeur comptable nette de 246 milliers d'euros ont été cédés par le Groupe durant le semestre clos le 30 juin 2020 (01.01-30.06.2019 : 2,212 millions d'euros), entraînant une perte nette de 59 milliers d'euros (01.01-30.06.2019 : perte de 405 milliers d'euros).

9. Goodwill

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2020	30/6/2019
Solde d'ouverture	344 523	338 400
Écarts de change	-4 617	1 671
Solde de clôture	339 906	340 071
Amérique du Nord	195 319	192 197
Bulgarie	45 440	45 440
Égypte	49 736	47 549
Turquie	32 337	37 807
Autres	17 074	17 078
Total	339 906	340 071

Le 30/06/2020, le Groupe a décidé de réévaluer les principales hypothèses en fin d'exercice utilisées pour tester la dépréciation du goodwill en raison des difficultés causées par le Covid-19 et de la baisse de la capitalisation de marché du Groupe. Après avoir réexaminé les tests de toutes les unités génératrices de trésorerie (UGT), le Groupe s'est concentré en particulier sur les UGT égyptiennes et turques étant donné qu'elles opèrent dans des environnements économiques, politiques et commerciaux difficiles.

Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les modèles de tests de dépréciation sont restées les mêmes qu'à la fin de l'exercice 2019. En particulier, les taux de croissance à l'infini utilisés pour tester les UGT égyptiennes et turques sont de 8 % et 9,5 % respectivement. Par ailleurs, les taux d'actualisation utilisés sont de 17,5 % pour l'Égypte et de 16 % pour la Turquie.

Sensibilité des montants recouvrables

Le 30/06/2020, le Groupe a analysé les sensibilités des montants recouvrables à un changement raisonnable des principales hypothèses. En ce qui concerne la Turquie et l'Égypte, une sensibilité supplémentaire a été testée afin d'évaluer les variations du taux de croissance à l'infini ou du plan opérationnel comme base des estimations de flux de trésorerie ou du taux d'actualisation, ce qui amènerait la valeur comptable à être égale à la valeur recouvrable.

- Réduction du taux de croissance à l'infini de : 5,2 % pour la Turquie et 5,2 % pour l'Égypte
- Augmentation du taux d'actualisation de : 2,5% pour la Turquie et 2,0% pour l'Égypte
- Diminution des résultats d'exploitation (EBITDA) pour chaque année de planification ainsi que de la valeur finale d'environ 6,5 % pour la Turquie et d'environ 6 % pour l'Égypte

S'agissant des UGT restantes, les analyses n'ont pas révélé de situation dans laquelle la valeur comptable des UGT dépasserait leur valeur recouvrable étant donné qu'il existait une marge importante et aucun changement raisonnablement possible des hypothèses n'entraînerait une dépréciation.

En conclusion, les résultats semestriels du Groupe n'incluent aucune perte de dépréciation pour le goodwill étant donné que, malgré les conséquences économiques de la pandémie, aucune unité génératrice de trésorerie n'affichait une valeur comptable supérieure à son montant recouvrable.

10. Immobilisations incorporelles

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	2020	2019
Solde d'ouverture au 01/01	80 817	66 821
Ajouts	685	4 648
Transferts vers d'autres comptes	-160	15
Amortissement/dépréciation	-2 349	-2 018
Écarts de change	-199	2 060
Solde de clôture au 30/06	78 794	71 526

11. Investissements dans des entreprises associées et co-entreprises

Le 16 mars 2020, Nordeco S.A., filiale détenue à 100 % d'Ecorecovery S.A., a été fusionnée avec sa société mère.

L'évolution des participations du Groupe dans des entreprises associées et des co-entreprises est analysée comme suit :

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2020	31/12/2019
Solde d'ouverture au 01/01	113 858	117 567
Part du résultat des entreprises associées et co-entreprises	-1 785	1 366
Dividendes reçus	-1 612	-3 321
Augmentation du capital-actions	355	312
Écarts de change	-26 577	-2 038
Perte après impôts	-	-28
Solde de clôture	84 239	113 858

12. Instruments financiers et évaluation de la juste valeur

Une comparaison par catégorie des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers du Groupe est présentée ci-dessous.

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Valeur comptable		Juste valeur	
	30/6/2020	31/12/2019	30/6/2020	31/12/2019
Actifs financiers				
Au coût amorti				
Autres actifs financiers non courants	5 389	5 521	5 389	5 521
Créances commerciales	128 395	111 850	128 395	111 850
Trésorerie et équivalents de trésorerie	240 339	90 388	240 339	90 388
Autres actifs financiers courants	28 890	34 309	28 890	34 309
Juste valeur par le biais du compte de résultat				
Autres actifs financiers non courants	181	181	181	181
Créances résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés - non courantes	14 880	12 937	14 880	12 937
Instruments financiers dérivés - courants	6 061	1 245	6 061	1 245
Créances résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés - courantes	3 248	3 829	3 248	3 829
Autres actifs financiers courants	30	30	30	30
Passifs financiers				
Au coût amorti				
Emprunts à long terme	588 664	776 694	593 125	801 245
Autres passifs financiers non courants	41 470	41 470	41 470	41 470
Emprunts à court terme	398 303	86 277	401 461	86 277
Autres passifs financiers courants	250 081	250 717	250 081	250 717
Juste valeur par le biais du compte de résultat				
Instruments financiers dérivés - non courants	14 880	11 084	14 880	11 084
Instruments financiers dérivés - courants	4 503	2 692	4 503	2 692
Dettes résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés - courantes	5 507	1 092	5 507	1 092

Remarque : Les instruments financiers dérivés comprennent les contrats de change à terme, les swaps de taux d'intérêt en devises et les règlements intermédiaires de produits dérivés constitués de liquidités couvrant les fluctuations de la valeur de marché des produits dérivés susmentionnés.

12. Instruments financiers et évaluation de la juste valeur (suite)

Selon les évaluations de la direction, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances commerciales, les dettes fournisseurs, les découverts bancaires et autres passifs courants se rapprochent de leur valeur comptable, en raison principalement des échéances à court terme de ces instruments.

Compensation des instruments financiers dérivés par le règlement intermédiaire de produits dérivés

Au 30.06.2020, la filiale du Groupe aux États-Unis, Titan America LLC (TALLC), a mis en place des contrats de swaps de taux d'intérêt en devises et des contrats EUR/USD à terme afin de couvrir le risque de change et/ou le risque de taux d'intérêt induit par les prêts conclus avec la filiale du Groupe, Titan Global Finance PLC.

Le tableau suivant indique les montants bruts des instruments financiers dérivés susmentionnés par rapport à leur règlement intermédiaire, qui est reçu ou payé, tels qu'ils sont représentés dans les états de la situation financière au 30.06.2020 et au 31.12.2019, afin de résumer la situation nette totale du Groupe.

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Actif /(Passif)		Total
	Juste valeur des instruments financiers dérivés	Règlement intermédiaire des instruments financiers dérivés	
Solde au 30 juin 2020			
Contrats à terme - échus en 2020	6 061	-5 507	554
Swaps de devises - échus en 2024	-19 383	18 128	-1 255
	-13 322	12 621	-701
Solde au 31 décembre 2019			
Contrats à terme - échus en 2020	-1 447	2 737	1 290
Swaps de devises - échus en 2024	-11 084	12 937	1 853
	-12 531	15 674	3 143

Hiérarchie de la juste valeur

Le Groupe utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et publier la juste valeur des actifs et des passifs, obtenue selon la méthode d'évaluation :

Niveau 1 : à partir des prix cotés (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs similaires.

Niveau 2 : fondé sur des techniques d'évaluation selon lesquelles tous les éléments ayant un effet significatif sur la juste valeur sont observables, directement ou indirectement, et comprend les prix cotés d'actifs ou de passifs identiques ou similaires sur des marchés qui ne sont pas si activement négociés.

Niveau 3 : fondé sur des techniques d'évaluation selon lesquelles tous les éléments ayant un effet significatif sur la juste valeur ne sont pas des données de marché observables.

Le tableau suivant présente la hiérarchie de l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs du Groupe.

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Juste valeur		Hiérarchie de la juste valeur
	30/6/2020	31/12/2019	
Actif			
Immeubles de placement	11 590	11 628	Niveau 3
Autre actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat	211	211	Niveau 3
Instruments financiers dérivés	6 061	1 245	Niveau 2
Créances résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés	18 128	16 766	Niveau 2
Passif			
Emprunts à long terme	352 316	671 189	Niveau 2
Emprunts à long terme	240 809	130 056	Niveau 3
Emprunts à court terme	290 308	-	Niveau 2
Emprunts à court terme	111 153	86 277	Niveau 3
Instruments financiers dérivés	19 383	13 776	Niveau 2
Dettes résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés	5 507	1 092	Niveau 2

Il n'y a eu aucun transfert entre les évaluations à la juste valeur de niveau 1 et 2 au cours de la période et aucun transfert vers ou depuis les évaluations à la juste valeur de niveau 3 durant le semestre clos le 30 juin 2020.

13. Capital-actions et prime

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Actions ordinaires		Actions de préférence américaines		Prime d'émission	Total	
	Nombre d'actions	€'000	Nombre d'actions	€'000	€'000	Nombre d'actions	€'000
Actions émises et entièrement libérées							
Solde au 1er janvier 2019	77 063 568	265 869	7 568 960	26 113	22 826	84 632 528	314 808
Solde au 30 juin 2019	77 063 568	265 869	7 568 960	26 113	22 826	84 632 528	314 808
Solde au 1er janvier 2020	82 447 868	1 159 348	-	-	5 974	82 447 868	1 165 322
Solde au 30 juin 2020	82 447 868	1 159 348	-	-	5 974	82 447 868	1 165 322

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Actions ordinaires		Actions de préférence américaines		Total	
	Nombre d'actions	€'000	Nombre d'actions	€'000	Nombre d'actions	€'000
Actions propres						
Solde au 1er janvier 2019	4 361 171	109 930	197 310	2 954	4 558 481	112 884
Actions propres achetées	280 603	5 589	5 520	106	286 123	5 695
Actions propres vendues	-64 057	-1 595	-	-	-64 057	-1 595
Solde au 30 juin 2019	4 577 717	113 924	202 830	3 060	4 780 547	116 984
Solde au 1er janvier 2020	4 804 140	117 139	-	-	4 804 140	117 139
Actions propres achetées	786 278	8 816	-	-	786 278	8 816
Actions propres vendues	-34 744	-818	-	-	-34 744	-818
Solde au 30 juin 2020	5 555 674	125 137	-	-	5 555 674	125 137

Au premier semestre de l'exercice précédent, le cours moyen des actions ordinaires de Titan Cement Company S.A. s'établissait à 18,90 euros et les actions se négociaient à 17,16 euros le 30 juin 2019. Au premier semestre 2020, le cours moyen des actions de la nouvelle société mère Titan Cement International S.A. ressort à 13,49 euros et le cours de clôture au 30 juin 2020 s'établit à 10,80 euros.

14. Autres réserves

<i>(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)</i>	Réserve légale	Réserve spéciale	Réserve non distribuable	Réserve distribuable	Réserve de réorganisation	Réserves pour imprévus	Réserves exonérées d'impôt en vertu de lois spéciales	Réserve de réévaluation	Réserve pour écarts actuariels	Écarts de conversion sur instruments dérivés	Réserve de conversion de devises étrangères	Total autres réserves
Solde au 1er janvier 2019	96 687	574 018	-	-	-	335 405	24 608	38 563	-1 409	41 115	-370 500	738 487
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9 347	9 347
Comptabilisation de l'option de vente d'une participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-	-	-	-	-	-	-131	-	-	-	-131
Transfert entre réserves	1 538	83	-	-	-	656	3 770	-2 702	-	-	54	3 399
Solde au 30 juin 2019	98 225	574 101	-	-	-	336 061	28 378	35 730	-1 409	41 115	-361 099	751 102
Solde au 1er janvier 2020	101 034	637 817	84 994	200 654	-1 188 374	272 885	26 457	64 200	-2 064	41 115	-345 665	-106 947
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-45 019	-45 019
Impôts différés sur les actions propres détenues par la filiale	-	-	-	-	-	-	-	9 299	-	-	-	9 299
Distribution de réserves	-	-	-	-15 414	-	-	-	-	-	-	-	-15 414
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	220	25	-	-	-	-	7	1 737	-	-	-1 137	852
Transfert aux résultats reportés	-	-	-	-1 027	-	-	-869	-1 740	-	-	-	-3 636
Transfert depuis les options sur actions	-	-	-	-	-	1 067	-	-	-	-	-	1 067
Transfert entre réserves	-	-	4 615	-4 615	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2020	101 254	637 842	89 609	179 598	-1 188 374	273 952	25 595	73 496	-2 064	41 115	-391 821	-159 798

Dans l'état des autres éléments du résultat global, les écarts de change résultant de la conversion d'opérations étrangères au cours du premier semestre 2020 ont correspondu à une perte nette de 47,9 millions d'euros (30.06.2019 : perte de 4,8 millions d'euros), dont une plus-value de 44,6 millions d'euros (30.06.2019 : perte de 5,0 millions d'euros) attribuable aux actionnaires de la Société mère et une perte de 3,3 millions d'euros (30.06.2019 : perte de 0,2 million d'euros) imputable aux intérêts minoritaires. L'augmentation de la plus-value nette de 52,7 millions d'euros entre les deux périodes résulte principalement de la dépréciation de la livre turque et du réal brésilien par rapport à l'euro.

15. Dividendes et rendement du capital

Pour l'exercice clos le 30.06.2020

À la suite de l'autorisation accordée au Conseil d'administration le 13 mai 2019 par l'Assemblée générale extraordinaire des Actionnaires de la société du 13 mai 2019, le Conseil d'administration de Titan Cement International SA a décidé le 19.3.2020 d'un remboursement de capital à hauteur de 0,20 euro (20 cents) par action à tous les Actionnaires, enregistré le 14 mai 2020 (Date de référence). Le Conseil d'Administration a décidé le 13.5.2020 que le paiement du remboursement de capital serait effectué le 7.7.2020.

Pour l'exercice clos le 30.06.2019

L'Assemblée générale annuelle qui s'est tenue le 7 juin 2019 a approuvé la distribution d'un dividende représentant un montant total de 12 694 879,20 euros, soit 0,15 euro par action. En application de l'article 16 alinéa 8 de la L. 2190/1920, les montants définitifs distribués par action ont été augmentés de ce montant, correspondant aux actions propres détenues par Titan Cement S.A.

16. Imprévus et engagements

Passifs éventuels

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2020	31/12/2019
Lettres de garantie bancaire	13 996	18 614
Autres	-	130
	13 996	18 744

Actifs éventuels

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2020	31/12/2019
Lettres de garantie bancaire sécurisant des créances commerciales	23 047	24 332
Autres garanties sur des créances commerciales	8 683	8 546
	31 730	32 878
Garanties sur d'autres créances	1 411	1 427
	33 141	34 305

Engagements

Engagements en capital

Les engagements en capital contractés à la date du bilan mais non comptabilisés dans les états financiers sont les suivants :

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2020	31/12/2019
Immobilisations corporelles	1 700	1 835

Engagements d'achat

Contrats de fourniture d'énergie (gaz, électricité, etc.)

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2020	31/12/2019
	2 009	2 145

Outre les engagements d'achat susmentionnés, les filiales américaines du Groupe ont conclu un contrat d'achat de matières premières et de fournitures de fabrication dans le cadre de leurs opérations en cours en Floride, notamment un contrat d'achat d'agrégats de construction en vertu d'un accord pluriannuel aux prix en vigueur sur le marché.

17. Autres actifs non courants

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2020	31/12/2019
Dépôts pour les services publics	2 833	2 842
Actifs excédentaires des régimes de prestations	2 263	3 826
Autres actifs non courants	9 097	8 768
	14 193	15 436

18. Créances et acomptes versés

Les créances et acomptes versés ont augmenté de 19,6 millions d'euros, principalement du fait de l'augmentation de 16,5 millions d'euros des créances commerciales. Cette progression reflète principalement le caractère saisonnier de l'activité, ainsi que les conditions de marché en vigueur au niveau des opérations du Groupe.

19. Événements postérieurs à la période de référence

Le 2 juillet, Titan Global Finance Plc a annoncé la finalisation de l'offre de 250 millions d'euros d'obligations d'échéance 2027, avec un coupon de 2,75%, garanties par Titan Cement International S.A. et Titan Cement Company S.A.. Le produit de l'émission obligataire a servi à acheter les obligations d'échéance 2021 concernées par l'appel d'offres pour un montant en capital total de 109 342 000 euros et à financer les besoins généraux de l'entreprise, dont le remboursement de la dette bancaire.

20. Conséquences de la pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19 et les mesures prises par les gouvernements du monde entier pour freiner la propagation du virus ont engendré une grande incertitude sur les marchés sur lesquels le Groupe est actif. Dans ce contexte d'incertitude, le Groupe a pris les mesures suivantes afin d'anticiper l'évolution de la situation :

- Amélioration de sa position de liquidité à environ 500 millions d'euros (espèces en caisse et facilités de crédit bancaire engagées disponibles) au 30 juin 2020 ;
- Réexamen de son plan d'investissement et suspension des dépenses non essentielles ;
- Réalisation en cours de réductions importantes des coûts tout au long de l'année 2020 ; et
- Réalisation achevée de l'émission de 250 millions d'obligations à sept ans assorties d'un coupon de 2,75 %, dont les produits ont servi principalement à rembourser des dettes existantes, prolongeant ainsi les échéances de la dette et réduisant les coûts de financement.

Vu le ralentissement actuel de l'activité économique, et outre les mesures susmentionnées, le Groupe a réexaminé ses actifs financiers et non financiers du point de vue de leur dépréciation.

Aux fins de tester la dépréciation du goodwill, le Groupe a utilisé des projections de flux de trésorerie ajustés sur la base des budgets financiers ajustés afin de calculer la valeur d'utilité et donc le montant recouvrable de ses unités génératrices de trésorerie. Le processus semestriel de test de dépréciation du goodwill s'est traduit par une absence de dépréciation du goodwill pour le Groupe, puisqu'aucune unité génératrice de trésorerie n'affichait une valeur comptable supérieure à son montant recouvrable.

Pour réévaluer les provisions pour créances commerciales et autres, le Groupe a utilisé des taux provisoires basés sur, entre autres, des prévisions révisées des conditions économiques futures en conjonction avec des informations spécifiques concernant les différentes créances. La réévaluation montre que la révision des projections économiques à court terme n'avait pas eu d'incidence importante sur la recouvrabilité des créances.

Pour les actifs d'impôt différé, le Groupe a réévalué les prévisions de bénéfices imposables et conclu qu'il n'y avait pas lieu de réduire les actifs d'impôt différé du fait de la révision des prévisions.

En outre, une mesure gouvernementale applicable aux États-Unis a permis à la filiale du Groupe Titan America LLC (TALLC) d'accélérer le remboursement de 4,1 millions d'euros de crédit d'impôt minimum alternatif. Il était normalement prévu que ces crédits d'impôt soient remboursés par tranches égales en 2021 et 2022, mais ils vont à présent être remboursés en 2020. Une autre mesure aux États-Unis a permis à TALLC de reporter des cotisations de sécurité sociale et d'assurance-maladie pour un montant de 2,2 millions d'euros. Le paiement de tous les montants reportés sera effectué par tranches égales en décembre 2021 et décembre 2022.

En résumé, les conséquences du Covid-19 n'ont pas d'impact matériel sur la situation financière du Groupe au 30.06.2020. La direction du Groupe conclut que, même si le Covid-19 risque d'avoir un impact plus important sur les opérations du Groupe au second trimestre 2020, cet impact pourra être absorbé et ne met pas en péril la capacité du Groupe à poursuivre son activité.

21. Principaux taux de change

Cours au comptant	30/06/2020	31/12/2019	30/6/2020 vs 31/12/2019
€1 = USD	1,12	1,12	-0,3%
€1 = EGP	18,14	18,00	0,8%
€1 = TRY	7,68	6,68	14,8%
€1 = BRL	6,13	4,53	35,4%
€1 = RSD	117,58	117,59	0,0%
1USD=EGP	16,20	16,02	1,2%

Taux Moyens	Moy. 6 mois 2020	Moy. 6 mois 2019	Moy. 6 mois 2020 vs. 6 mois 2019
€1 = USD	1,10	1,13	-2,5%
€1 = EGP	17,46	19,56	-10,8%
€1 = TRY	7,15	6,36	12,4%
€1 = BRL	5,41	4,34	24,7%
€1 = RSD	117,57	118,10	-0,4%
1USD=EGP	15,84	17,31	-8,5%